

MENACES SUR L'AVENIR DU CACAO IVOIRIEN

THREATS TO THE FUTURE OF IVORIAN COCOA

KOUASSI Kouadio Edouard

Chargé de Recherche, Laboratoire d'Agroéconomie et Développement Rural (LADR)

Centre de Recherche pour le Développement (CRD)

Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

kouassikedouard@yahoo.fr /+225 0707561672

Résumé

Produit stratégique de l'économie ivoirienne, le cacao occupe une place primordiale dans la vie **du pays**. Si le cacao constitue encore la source principale de revenu de l'Etat et d'une bonne partie des populations, la cacaoculture ivoirienne se trouve à la croisée des chemins. Elle fait face à une recrudescence de dangers qui menacent sa survie.

Ce papier expose, à partir d'expériences de terrain et d'une recherche documentaire, les principaux dangers qui planent sur la durabilité du cacao ivoirien. Ceux-ci sont d'ordre agro-écologique, économique et social. Pour sauver l'or brun ivoirien, l'étude note que d'importants défis restent à relever et nécessitent des réflexions approfondies ponctuées de mesures idoines pour garantir sa durabilité.

Mots clés : Cacao, menaces, changement climatique, pression parasitaire, durabilité.

Abstract

Cocoa is a strategic product of the Ivorian economy and plays a key role in the life of the country. Although cocoa is still the main source of income for the State and a large part of the population, the Ivorian cocoa industry is at a crossroads. It is facing an upsurge of dangers that threaten its survival.

This paper presents, based on field experiences and documentary research, the main dangers to the sustainability of Ivorian cocoa. These are agro-ecological, economic and social. To save the Ivorian brown gold, the study notes that important challenges remain to be met and require in-depth reflection and appropriate measures to guarantee its sustainability.

Keywords: Cocoa, threats, climate change, pest pressure, sustainability

Introduction

Principal pilier du sous-secteur agricole et moteur de l'économie ivoirienne, le cacao revêt une importance stratégique pour l'équilibre macroéconomique et la stabilité sociale. Il génère environ 40% des recettes d'exportation (Babo, 2008 ; FIRCA, 2010 ; CTB, 2011) et participe à plus de 10% du Produit Intérieur Brut (Assiri & *al.*, 2012). Plus de 6 000 000 de personnes vivent des revenus du cacao en Côte d'Ivoire (FIRCA, 2010). Premier producteur mondial depuis les années 70 avec au moins 40% de l'offre mondiale, la Côte d'Ivoire a fait une production record de 2,015 millions de tonnes sur la campagne 2016-2017¹.

Ces chiffres éloquentes cachent souvent les difficultés qui minent le secteur et les dangers qui planent sur la survie et l'avenir du cacao ivoirien. Aujourd'hui le secteur du cacao en Côte d'Ivoire, est confronté à de nombreux défis tels que les faibles rendements et le faible niveau de revenu des cacaoculteurs. Aussi pour éviter le découragement de ces derniers, l'amélioration de leur situation financière est-elle nécessaire. Pour ce faire, il est impératif d'accroître le rendement et d'assurer la qualité des fèves mises sur le marché tout en favorisant le passage d'une cacaoculture de subsistance à une cacaoculture plus dynamique et mieux adaptée au marché international (Kouassi, 2015). Beaucoup d'efforts restent donc à faire, si l'on veut garantir la survie du cacao ivoirien.

Le présent papier met en lumière, à partir d'expériences de terrain et d'une recherche documentaire, quelques dangers qui menacent la durabilité de la production cacaoyère en Côte d'Ivoire. Ces dangers sont, non seulement d'ordre agro-écologique ou environnemental, mais aussi économique et social. Pour élucider ces différentes catégories de menaces, notre étude se structure autour de quatre (4) points : (i) la cacaoculture face au changement climatique, (ii) la culture intensive du cacao : une difficile adoption des bonnes pratiques agricoles, (iii) la pression parasitaire : une sérieuse menace sur la survie du cacao ivoirien, (iv) un faible investissement dans les activités de production à la base.

1. La cacaoculture face au changement climatique

La côte d'Ivoire compte six (06) principales régions de culture du cacao que sont : la région de l'Est, la région du Sud, la région du Centre, la région du Centre-Ouest, la région du Sud-

¹ <http://afrique.le360.ma/cote-divoire/economie/2017/09/29/15424-cacao-hausse-de-28-de-la-production-en-cote-divoire-en-2016-15424>, publié le 29/09/2017 à 17h54 par le 360 Afrique-AFP, consulté le 11 octobre 2017.

Ouest et la région de l'Ouest. Le changement climatique est, aujourd'hui, une réalité dans toutes ces régions de production. Dans la quasi-totalité des zones de production du cacao, il y a une modification du climat et de la pluviométrie. On note, en effet, une baisse de la pluviométrie et un temps de saison sèche de plus en plus long. L'analyse du milieu physique, à travers les cartes de la pluviométrie (carte 1) et de la végétation (carte 2), permet de rendre compte de cette situation.

Carte 1 : Pluviométrie et climat dans les zones de production cacaoyère



Source : CCT/BNETD, 2006

Conception et Réalisation : Kouassi Edouard et Alla Kouadio A., 2014

- Limite de région
- Limite forêt-savane
- Isohyète (en mm) 1950-1969
- Isohyète (en mm) 1970-2000
- Station pluviométrique principale
- Station pluviométrique secondaire

Précipitations (en mm) et moyennes annuelles (période: 1950-2000)

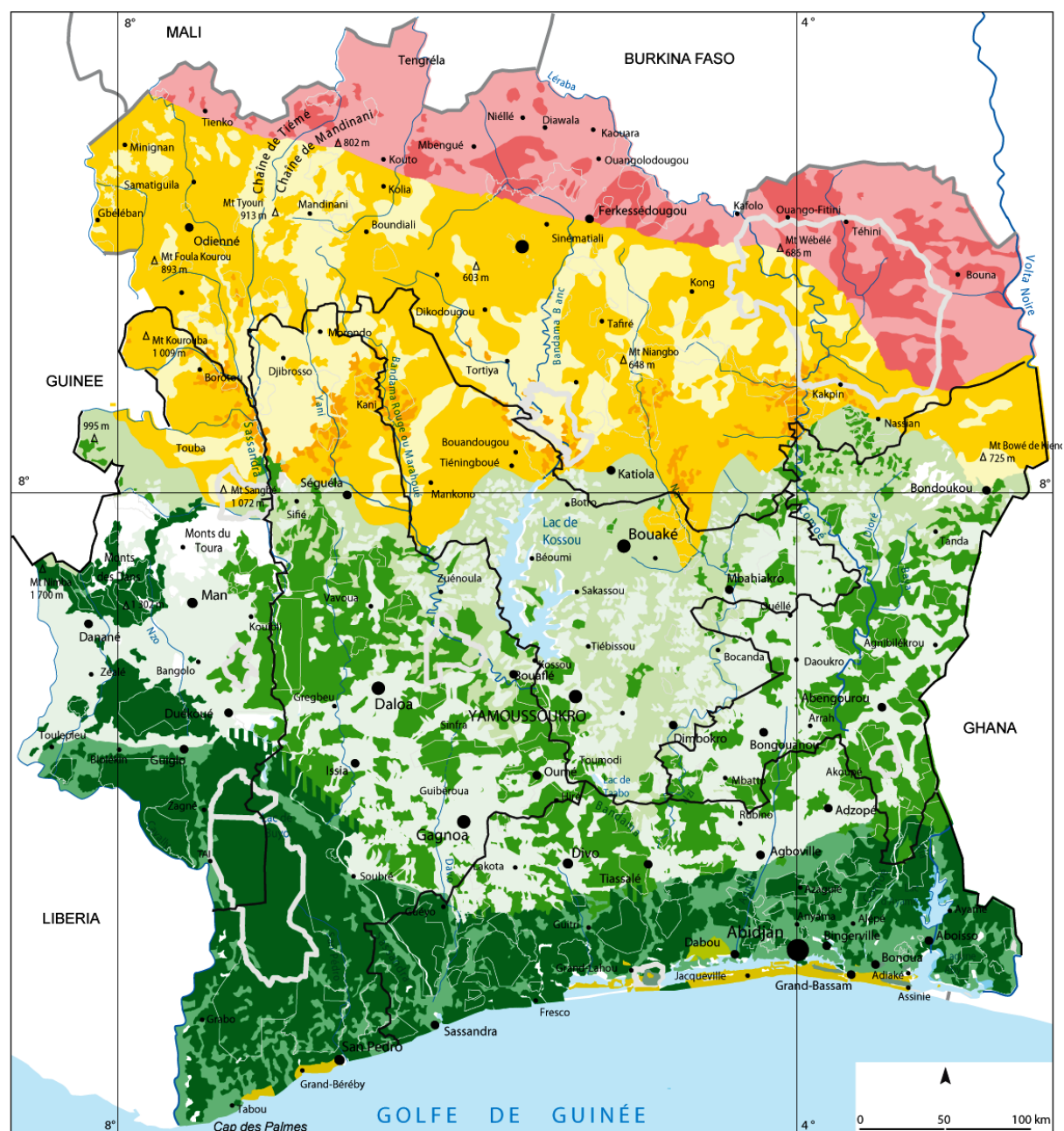
En cacaoculture, la pluviométrie minimale pour espérer la réussite de la plantation et de la production est d'au moins 1200 mm de pluie par an, répartie sur neuf (09) mois avec une saison sèche n'excédant pas trois (03) mois. Or, la plupart des zones de production ne semblent pas donner des garanties nécessaires en la matière. En plus, la hauteur de pluie pendant la grande saison doit être comprise au moins entre 650 et 700 mm. En dehors des régions de l'Ouest et de la partie extrême de la région du Sud-ouest, on remarque une baisse générale du niveau de pluie dans les zones de production cacaoyère. La pluviométrie dans ces deux zones est assez stable. Sur la période de 1950 à 2000, la pluviométrie de l'ouest se situe régulièrement entre 1800 et 1900 mm. Celle du Sud-ouest se stabilise entre 2000 et 2200 sur la même période. A travers leur climat, leurs sols et surtout leur pluviométrie, ces régions sont très propices à la culture du cacao (Kassin, 2009). Ces deux régions ont une pluviométrie nettement supérieure à 1500 mm/an avec une hauteur de pluie de la grande saison au-delà 700 mm. Au Centre et au Centre-ouest, la pluviométrie s'est réduite sur la période de 1950 à 2000 (1000 à 1100 mm pour le Centre ; 1200 à 1300 mm pour le Centre-ouest). Il semble, par conséquent, qu'elle ne soit plus capable de donner des garanties nécessaires à la production du cacao. A l'Est, on note une baisse du niveau de pluie, la pluviométrie se situant aujourd'hui entre 1000 et 1300 mm. Il est donc susceptible que la culture du cacao devienne aussi difficile dans cette région.

Dans l'ensemble, il y a un déplacement de la ligne maîtresse de démarcation entre les zones fortement arrosées et celles dont les précipitations sont relativement faibles. Cette ligne qui indique une pluviométrie annuelle de 1300 mm située autrefois (de 1950 à 1969), au-dessus de Toumodi, d'Abengourou et de Séguéla est aujourd'hui au niveau de Gagnoa, d'Agboville et en-dessous de Divo. Il y a donc une diminution du niveau de pluie au fil des années. La baisse générale de la pluviométrie est due certainement aux changements climatiques entraînés, en partie, par la forte pression exercée sur la forêt primaire à travers les activités agricoles et l'exploitation forestière.

De la région de l'Est à l'Ouest en passant par la région du Centre, il y a une dégradation de la forêt primaire (carte 2). La forêt défrichée mésophile a pris largement la place de la forêt dense. Les seules poches de forêt qui résistent encore sont les forêts classées, les parcs et les réserves nationaux. Au niveau de la région du Sud-ouest et du littoral, il y a encore une bonne présence de forêt et de prairies. Néanmoins, cette partie du pays a aussi subi une forte

exploitation forestière à travers l'agriculture, vu l'espace qu'occupe la forêt défrichée ombrophile. La grande partie de la forêt de cette zone semble être protégée notamment par la sauvegarde des forêts classées.

Carte 2 : Végétation actuelle dans les zones de production cacaoyère



Source : CCT/BNETD, 2006

Conception et Réalisation : Kouassi Edouard et Alla Kouadio A., 2014

- Limite de région
- Limite de forêt classée
- Limite de Réserves et Parcs Nationaux
- Plantation industrielle
- Savane littorale
- Mangrove
- Forêt dense humide sempervirente
- Forêt marécageuse

- Forêt défrichée ombrophile
- Savane ombrophile
- Forêt dense humide semi-décidue
- Forêt défrichée mésophile
- Savane mésophile
- Forêt et prairies

- Forêt dense sèche
- Forêt claire sèche et/ou savane boisée sub-soudanaise
- Savane arborée et/ou savane arbustive sub-soudanaise
- Forêt claire sèche et/ou savane boisée soudanaise
- Savane arborée et/ou arbustive soudanaise
- Lac et lagune

Dans l'ensemble des régions de production du cacao, l'intervention de l'homme a sérieusement entamé la forêt primaire. Introduit en Côte d'Ivoire depuis 1888, le cacao est cultivé aujourd'hui sur une superficie d'au moins 2 000 000 d'hectares par plus de 1 000 000 de planteurs (Assiri & *al.*, 2012). L'exploitation abusive de la forêt, a entraîné la réduction drastique du couvert forestier ivoirien. De 16 millions d'hectares au début du siècle dernier, la superficie de la forêt dense est passée à 9 millions d'hectares en 1965, puis à 3 millions d'hectares au début des années 90 et actuellement à moins 2,5 millions d'hectares (Kouadjo & *al.*, 2002 ; FAO, 2003a ; Koné & *al.*, 2006). Lauginie (2007) parlera d'un « *saccage des milieux naturels par la hache, le feu et la machette* ».

Les conséquences sont énormes, notamment les changements climatiques qui exacerbent la pression parasitaire. Ces conséquences s'accroissent avec le manque d'entretien accordé aux plantations et entraînent la dégradation précoce du verger et le faible rendement des exploitations (400 à 500 kg/ha contre une norme de 2 à 3 t/ha par an) [CNRA, 2008 ; FIRCA, 2010]. On assiste alors à une double crise cacaoyère et foncière avec la détérioration des conditions de vie des petits exploitants (Ruf & Tanoh, 2008). Si le cacao leur a permis d'échapper à la misère dans les années 60 à 80, cela n'est plus le cas actuellement. Le paysage qu'offre l'espace cacaoyer est triste. Vieillissants, les planteurs n'arrivent plus à se soigner décemment et à faire face aux charges familiales, faute de moyens. Ruinés et emportés par la mort, la place est laissée aux jeunes analphabètes ou déscolarisés pour poursuivre l'aventure. Mais, la replantation du cacao devient très éprouvante pour la génération actuelle, contrariée par les conditions écologiques défavorables. Les difficultés dans la production vivrière et les mauvaises récoltes qui s'ensuivent montrent l'ampleur de l'effet des changements climatiques.

Autrefois favorable à l'activité agricole, notamment à la cacaoculture, la forêt connaît aujourd'hui une dégradation avancée qui entraîne la baisse de la précipitation, l'érosion et l'appauvrissement des sols. Ce constat est d'ailleurs fait par les paysans, à travers un des leurs (K N S, planteur à Kéibla/Daloa), qui affirme :

« Mon frère, ces dernières années il ne pleut pas comme au temps de nos parents. Les premières pluies arrivent tardivement. A cause de ça, on ne peut pas planter tôt le cacao. La saison sèche aussi est devenue très longue et rend difficile la culture du cacao. Il y a aussi l'harmattan qui fatigue beaucoup les

jeunes cacaoyers. C'est à cause de ça, il est difficile pour nous de respecter les bonnes pratiques enseignées par l'ANADER » (Kouassi, 2015 : 126).

Les propos de ce planteur résument quelque peu les difficultés que rencontrent les paysans face aux conditions écologiques désormais défavorables. Les différentes régions subissent les effets drastiques des changements climatiques. Dans l'ensemble de ces régions, la forêt primaire s'est en effet dégradée sous la poussée conjuguée des plantations extensives et de l'exploitation abusive du bois. La diminution des ressources naturelles par ces pratiques peu recommandées a entraîné une modification de la durée de la jachère (Kouassi, 2011a) qui est désormais de 3 à 5 ans au lieu de 10 à 20 ans (Affou, 1999). Place est faite à une forêt secondaire qui pourrait expliquer la réduction de la pluviométrie.

La végétation, le sol, le climat et la pluviométrie, qui représentaient les principaux atouts pour la cacaoculture, sont devenus au fil des années des obstacles à l'installation et à la conduite des plantations. Ces conditions physiques de plus en plus défavorables jouent certainement sur le niveau d'adoption des Bonnes Pratiques Agricoles.

2. La Culture intensive du cacao : une difficile adoption des bonnes pratiques agricoles

En dépit des efforts de la recherche et du conseil agricole, les rendements des cacaoyères ivoiriennes n'ont pas évolué et demeurent très faibles. En effet, certaines sources indiquent un rendement moyen compris entre 400 et 500 kg/ha/an (Deheuvels, 2003 ; FIRCA, 2010), quand d'autres le situent entre 260 et 600 kg/ha/an (Assiri, 2010 ; Kouassi, 2015). Ces résultats montrent que le rendement reste très faible par rapport au résultat espéré en milieu paysan (1 tonne à 1,5 tonnes l'hectare en moyenne par an). Ce faible rendement trouverait son explication dans la non adoption des pratiques agricoles recommandées par la recherche agronomique.

Plusieurs études menées dans le domaine de la cacaoculture ivoirienne indiquent que l'adoption des Bonnes Pratiques Agricoles reste difficile. Selon les résultats de Tano (2012), confirmés par Kouassi (2015), les pratiques post-récoltes laissent à désirer. En effet, les techniques de fermentation et de séchage ne sont pas respectées par la plupart des planteurs. Par exemple, la pratique du séchage se fait principalement (87%) sur des terrasses et des bâches au sol (photo 1 et 2) au lieu des claies recommandées, affectant ainsi la qualité du

produit marchand (Tano, 2012). En effet, les pratiques post-récoltes influencent énormément le niveau des prix sur le marché international et par ricochet, les prix d'achat aux producteurs. La baisse des prix bord champ est source de démotivation et une menace de l'intérêt, jusqu'à affiché par les producteurs pour le cacao.

Photo 1



Photo 2



*Séchage sur bâche
au sol non
recommandé*

Source : FIRCA²

Cette méthode de séchage, qui n'est pas conseillée parce qu'elle induit un risque de surchauffe, est pourtant encore pratiquée par une bonne partie des producteurs. En effet, le séchage sur bâche au sol est pratiqué par 41 % des producteurs (Kouassi, 2015). Selon l'auteur, le bilan du programme Quantité, Qualité, Croissance (2QC) montre que l'adoption des Bonnes Pratiques de récolte post-récolte se situe à 9%.

Concernant les autres paquets technologiques, cette même étude indique qu'aucun planteur (0%) n'a adopté les Bonnes Pratiques de mise en place. Les Bonnes pratiques de conduite des vergers sont adoptées à 13%. A l'analyse, les planteurs n'appliquent pas tous les paquets technologiques à la fois. L'adoption des Bonnes Pratiques Agricoles reste sélective. A l'intérieur d'un paquet, les techniques culturales sont sélectionnées par les planteurs.

Les formations reçues dans le cadre de l'encadrement des cacaoculteurs ne semblent pas avoir une incidence sur leurs pratiques agricoles. L'étude montre, en effet, qu'il n'y a pas de différence réelle de comportement entre les cacaoculteurs formés et ceux qui ne sont pas formés. La formation ne semble donc pas influencer positivement l'attitude des planteurs vis-

² FIRCA : Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles

à-vis des technologies recommandées comme on peut le constater à travers le tableau 1 qui résume les grandes conclusions auxquelles l'auteur est parvenu.

Tableau 1 : Taux d'application des normes recommandées et impact sur le rendement et le revenu

Catégorie	Cacaoculteurs formés	Cacaoculteurs non formés	Formés+non formés
Bonnes Pratiques de mise en place	0%	0%	0%
Bonnes Pratiques de conduite des vergers	16%	10%	13%
Bonnes Pratiques de récolte et de post-récolte	15%	2%	9%
Revenu moyen du planteur sur les 3 dernières années en FCFA	922 062	754 287	873 067
Rendement moyen à l'hectare	395	300	362

Source : Kouassi, 2015

Ce tableau montre bien que l'adoption des Bonnes Pratiques Agricoles est faible. Elle est sélective et ne permet pas de produire l'impact souhaité. Ainsi, les rendements sont restés très faibles (environ 400 kg/ha/an). A cela s'ajoutent le faible niveau du revenu moyen des cacaoculteurs. Les conditions de vie sont donc restées précaires ; les planteurs demeurent toujours vulnérables, compromettant ainsi la survie et l'avenir du cacao dans le principal pays producteur au monde.

Au-delà de la faible adoption des Bonnes Pratiques Agricoles et des conditions de vie défavorables des planteurs, plusieurs contraintes et défis ont été relevés par l'étude. Il s'agit, entre autres, du déficit de main-d'œuvre, des contraintes socioculturelles et financières, de la complexité de l'environnement de production, de la réduction de la force de travail due à la dégradation de l'état de santé des planteurs, des conflits fonciers et du déficit de véritables leaders en milieu rural. Des contraintes qui ne permettent pas de garantir un avenir certain à la culture du cacao en Côte d'Ivoire.

Par ailleurs, la trajectoire classique des cacaoculteurs ivoiriens constitue en elle-même une menace pour l'avenir de ce produit stratégique de l'économie ivoirienne. Cette trajectoire est quelque peu décrite par Ruf et Tanoh (2008), en ces termes :

« Au début des hommes, pauvres et courageux quittent leur village aux faibles ressources économiques et migrent vers les régions de forêt tropicale où le cacaoyer pousse bien. Le cacao, c'est la possibilité d'échapper à la misère, de transmettre quelque chose à ses enfants. Les 15–20 premières années, le rêve se réalise. L'argent arrive. Puis le piège de la monoculture se referme. Au fil des ans, les cacaoyers vieillissent, les sols s'appauvrissent, les maladies apparaissent. Les hommes vieillissent aussi, ne peuvent plus soigner ni eux ni leurs arbres. Planteur et plantation suivent un même cycle de vie. Retraite ruinée. Enfants en échec aussi : la replantation du cacao est plus difficile à la génération suivante, le milieu naturel étant dégradé. ». (Ruf & Tanoh, 2008 : 12)

Généralement, il s'agit d'analphabètes à la recherche du mieux-être qui s'installent en zone forestière pour y créer des cacaoyères. Ils arrivent parfois à atteindre leur but d'améliorer leurs conditions de vie. Mais dans la plupart des cas, ils se retrouvent ruinés au soir de leur vie avec de nombreux enfants, souvent déscolarisés qui doivent assurer la relève sur des sols dégradés, difficiles à replanter. De la famille restreinte (composée du père et de la mère, notamment), on parvient à une famille nombreuse ; du père analphabète, on arrive à des enfants lettrés. Cette nouvelle configuration aboutit, dans bien des cas, à la naissance de conflits entre les progénitures ou entre ces derniers et les membres de la grande famille pour le contrôle de l'héritage. Au lieu de constituer une force positive, cette masse humaine parvient rarement à maintenir et à accroître le patrimoine. La dynamique des exploitations cacaoyères ivoiriennes constitue bien souvent un frein à l'implémentation des Bonnes Pratiques Agricoles. Cette dynamique se présente, par conséquent comme une menace pour la survie et l'avenir du cacao ivoirien.

L'avenir du cacao ivoirien est d'autant plus menacé que, la non adoption des bonnes pratiques agricoles favorise l'accumulation des maladies du cacao. La pression parasitaire, de plus en plus forte qu'inquiétante, est présentée comme une sérieuse menace pour la survie du cacao ivoirien.

3. La forte pression parasitaire : une sérieuse menace sur la survie du cacao ivoirien

Plusieurs parasites du cacao (**mirides, pourriture brune, Le virus de l'œdème des pousses, les termites, les lorchus, Le foreur de tige de cacaoyer, les rongeurs**) constituent aujourd'hui, une réelle menace pour le cacao ivoirien. Par exemple, les mirides provoquent 30 à 40 % de pertes selon le CNRA³. De toutes les maladies qui attaquent le cacaoyer à travers le monde, la pourriture brune cause le plus de pertes de cabosses. En Côte d'Ivoire, Le champignon *Phytophthora* qui sévit dans les régions à forte pluviométrie et à humidité élevée, à l'origine de la pourriture brune, cause 35% de pertes. Une attaque sérieuse de pourriture brune peut aboutir à la décomposition complète des cabosses. Les pertes des cabosses peuvent être très élevées, soit 50 % ou plus. Sur la tige et les branches, le chancre réduit aussi bien la vigueur de l'arbre et son rendement. La maladie se propage plus vite avec l'humidité et la pluie. Elle sévit particulièrement dans les plantations denses avec beaucoup d'ombrage. Or en Côte d'Ivoire, les plantations ont une densité très élevée. Il n'est pas rare de trouver des densités allant au-delà de 4000 pieds (photo 3 et 4) à l'hectare (Kouassi, 2015). Pendant les saisons sèches, la maladie survit dans les cabosses pourries, sèches (momies), dans les chancres et dans le sol, montrant ainsi la dangerosité de ce parasite pour le cacao. Avec un développement rapide, les planteurs se sentent obligés de pulvériser le plus souvent. Mais la maladie resurgit rapidement et ceci devient coûteux et bien souvent infructueux.



*Une cacaoyère de Duékoué, plantée en désordre faisant **4400 pieds** à l'hectare*

Source : Kouassi, 2015



Cacaoyère à Soubré, plantée en désordre à très forte densité

Source : Kouassi, 2015

³ CNRA : Centre National de Recherche Agronomique

Au nombre des parasites du cacao, il y a le foreur de tige. Les attaques du foreur de tige ont principalement pour effet d'affaiblir les arbres et de les exposer aux infections fongiques. Des études spécifiques réalisées à la station de recherche CNRA de Divo, en Côte d'Ivoire, ont révélé la présence de deux espèces de papillons de nuit (Sonii, 2005). Le foreur de tige du cacaoyer, *Eulophonothus myrmeleon* Felder et une mineuse de l'écorce identifiée comme appartenant à *Synanthedon* sp. D'après ces études, *Eulophonothus myrmeleon*, l'espèce prédominante, a infesté toutes les exploitations cacaoyères dans l'ensemble des zones productrices du pays. Le taux d'infestation par cet insecte variait de 21 à 77% des arbres de chaque exploitation selon la région. Le nombre de trous d'entrée variait entre 0 et 45 par arbre. L'autre papillon de nuit, *Synanthedon* sp, semble entraîner plus de dommages dans les plantations cacaoyères. Bien que cet insecte entraîne des dommages sur un nombre d'arbres plus limité, ces arbres sont exposés à une mort soudaine. En effet, plus de 80% des arbres attaqués par cet insecte sont décimés. Ces études révèlent que les dommages causés par ces deux papillons de nuit augmentent dans le temps, indiquant ainsi la sérieuse menace que représente le foreur de tige pour la production cacaoyère en Côte d'Ivoire.

Le virus de l'œdème des pousses est aussi un sérieux problème pour la production du cacao en Côte et en Afrique de l'Ouest. En cas d'attaque sévère, la maladie peut tuer les cacaoyers en l'espace de 2 à 3 ans (Sonii, 2005).

Le plus virulent des maladies du cacao ces dernières années est, sans conteste, le swollen shoot. Le ravage des cacaoyères par le swollen shoot et l'obstacle qu'il présente pour la replantation, est aujourd'hui l'une des principales menaces sur ce produit hautement stratégique pour l'économie ivoirienne. Il est présent et sévit dans la quasi-totalité des régions productrices du cacao en Côte d'Ivoire, selon le recensement des cacaoculteurs effectué par le CNRA en 2008. Dans la région du centre-ouest (Oumé, Sinfra, Bouaflé, Gagnoa, Daloa, etc.), cette maladie est essentiellement à la base de la dégradation et de la destruction des plantations de cacao. L'étude de Kouakou et al. (2011) menée à Bazré, dans le département de Sinfra montre que le swollen shoot est à la base du ravage des cacaoyères de la zone. Selon ces auteurs, cette maladie accélère la dégradation des plantations, réduit le rendement et provoque la mort des pieds attaqués, voire la destruction de la plantation en espace de 3 à 5 ans maximum. L'étude a ainsi montré que le swollen shoot constitue un véritable désastre pour les cacaoculteurs, vu la destruction massive qu'il entraîne dans une cacaoyère attaquée. Surnommé « sida » du cacao en raison de sa virulence et du fait qu'aucun traitement n'a

jusqu'ici pu en venir à bout, le Swollen shoot a détruit dans les années 2000, plus de 40% du verger à Sinfra, en espace de quelques années, selon Monsieur Adou Ebrotié, alors responsable de l'ANADER⁴ dans ce département. Dans l'ensemble de la région de la Marahoué, le niveau de destruction se situait à près de 1000 hectares de cacaoyers par an entre 2007 et 2010.

Cette maladie est d'autant plus dangereuse que la replantation est vouée à l'échec, une fois la zone infestée. Pour le moment, les solutions alternatives telles que les mesures d'hygiène et de prophylaxie proposées pour freiner la progression du Swollen shoot, de même que la sélection et la diffusion de variétés de cacaoyer résistantes ou tolérantes au virus restent infructueuses. Les itinéraires techniques recommandés en la matière ne sont pas respectés par les planteurs, accrochés qu'ils sont à leurs pratiques culturelles traditionnelles, trouvant trop exigent les solutions proposées.

4. Un faible investissement dans les activités de production à la base

Quoique moteur de l'économie ivoirienne, la filière cacao souffre d'un déficit réel d'investissement, notamment dans les activités de production. Pourtant, par décret N°2002-520 du 11 décembre 2002 de l'Etat de Côte d'Ivoire a créé, dans le cadre de la mise en place d'un Fonds de Développement Agricole (FDA), le Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles (FIRCA). Son rôle principal est de mobiliser les fonds nécessaires au financement des programmes et projets des filières agricoles. Le FIRCA est né pour répondre à plusieurs constats dont le dysfonctionnement du financement du système de recherche, le manque de ressources pour financer les interventions des opérateurs de vulgarisation et la discontinuité de la disponibilité des ressources, les conflits liés à la gestion des ressources prélevées pour services à rendre aux producteurs dans plusieurs filières (café-cacao ; hévéa, palmier à huile, coton, etc.). Il s'agit donc pour le FIRCA d'accompagner le développement agricole par un soutien nécessaire à la recherche et au conseil agricole.

Au niveau de la Filière Café-Cacao, le FIRCA éprouve des difficultés à mobiliser les fonds. Comparativement au potentiel de cette filière, le financement mobilisé pour l'exécution des Programmes reste insuffisant. Depuis le démarrage effectif de ses activités avec la filière (en 2005) jusqu'à l'année 2014, le FRCA n'a mobilisé que 8 544 030 278 FCFA, soit

⁴ ANADER : Agence Nationale de Développement Rural

854 403 027 FCFA par an, pour les programmes et projets de recherche et de conseil agricole (FIRCA, 2013b) sur un potentiel mobilisable d'au moins 6 milliards par an (Kouassi, 2015). Pour preuve, entre 2001 et 2004, un montant de 231,2 milliards de FCFA a été prélevé pour le fonctionnement des quatre structures (FDPCC, ARCC, BCC et FRC) mise en place dans le cadre du système libéralisé (N'guessan, 2004). Ces chiffres montrent le potentiel et la vitalité de la filière pour une transformation effective de la cacaoculture ivoirienne. Ce potentiel n'est pourtant pas mis à profit. L'accès au crédit agricole, l'approvisionnement en intrants subventionnés ainsi que l'encadrement technique et financier, le déficit de moyens alloués à la recherche agricole et aux services de vulgarisation, restent de véritables points d'ombre qui méritent d'être mis en lumière. L'avenir du cacao ivoirien dépend, à bien des égards, d'une mobilisation conséquente et d'un réel investissement dans les activités de production à la base.

Conclusion

En dépit des initiatives entreprises depuis des décennies pour assurer sa durabilité, l'avenir du cacao ivoirien est de plus en plus menacé. Des transferts de technologies caractérisés par l'approche Top Down, qui exige l'adoption des paquets technologiques proposés par la recherche agricole, avec pour but le changement de comportement des producteurs, l'on s'est orienté ces dernières années, vers les approches participatives. Celles-ci ont pour spécificité et pour avantage de créer des cadres interdisciplinaires avec un esprit de collaboration entre la recherche et l'expertise paysanne, permettant ainsi une co-production des connaissances. Si les intentions n'ont pas fait défaut, force est de constater que beaucoup d'efforts restent à faire. Du producteur au consommateur, notre étude note que les principaux défis pour une cacaoculture durable peuvent se résumer en ces termes :

- Accroître la rémunération des producteurs et valoriser leur savoir-faire ;
- Maîtriser et intensifier la production pour la rendre plus compétitive dans le respect de l'environnement durable ;
- Maîtriser l'impact des ravageurs et des maladies par des moyens de lutte et de contrôle intégrés ;
- Sécuriser les approvisionnements pour satisfaire les demandes, en préservant aussi la qualité sanitaire des produits à base de cacao ;

- Mettre en place des coopératives capables de participer aux prises de décisions concernant les intérêts du monde rural, de participer aux définitions des politiques agricoles, commerciales, fiscales, etc. et de contribuer à la modernisation des systèmes d'exploitation, à la professionnalisation et à la promotion économique et sociale des producteurs ;
- Renforcer le Partenariat Public-Privé ;
- Adopter une nouvelle attitude qui prend en compte les intérêts de tous les partenaires ;
- Renforcer la recherche qui reste l'outil de choix pour résoudre les problèmes techniques qui se posent aux producteurs ;
- Renforcer l'expertise des structures de conseils agricoles ;
- Opérer une durabilité sociale qui passe nécessairement par le développement du capital humain (éducation, santé, sécurité alimentaire, etc.) et du capital social (relation sociale, cohésion sociale, solidarité, etc.).

Ainsi, les défis sont énormes et appellent à engager des réflexions appropriées pour des mesures idoines. Bref, comment garantir l'avenir de la cacaoculture ivoirienne en prenant en compte de façon exemplaire ces différents défis ? Telle devrait être la préoccupation majeure des principaux acteurs de l'économie cacaoyère nationale et internationale.

RÉFÉRENCES

- AFFOU, Y. S. (1999), « Environnement technologique de la production agricole : exemple de la Côte d'Ivoire ». In Chauveau, Cormier-Salem & Mollard. (Eds), *L'innovation en agriculture : question de méthodes et terrains d'observation*, IRD, pp.169-186
- ASSIRI, A. A. (2010), Étude de la régénération cacaoyère en côte d'ivoire : impact des techniques de réhabilitation et de replantation sur le développement et la productivité des vergers de cacaoyers (*Theobroma cacao* L.) en relation avec l'état du sol. Thèse de Doctorat Unique, UFR STRM, Université de Cocody, Abidjan, Côte d'Ivoire, 170 p.
- ASSIRI, A. A. & al. (2012), « Rentabilité économique des techniques de réhabilitation et de replantation des vieux vergers de cacaoyers (*Theobroma cacao* L.) en Côte d'Ivoire », *Journal of Animal & Plant Sciences*, Vol. 14, Issue 2: 1939-1951 Publication date: 30/6/2012, <http://www.m.elewa.org/JAPS>; ISSN 2071 - 7024 (consulté le 15 janvier 2013)
- BABO, A. (2008), « Quelle action collective au sein des coopératives de la filière café – cacao en crise en Côte d'Ivoire : une réflexion sur la théorie du choix rationnel ». I R D (UR Régulations foncières), UMR MOISA Le Journal des Sciences Sociales n° 5, pp. 43-53
- CNRA (2008), Programme de recherche, période 2008-2011, Abidjan, 181 p.
- CTB (2011), Le cacao, un levier de développement, agence belge de développement, 48 p.
- DEHEUVELS, O. (2003), Dynamique de plantation / replantation cacaoyère en Côte d'Ivoire : comparaison de choix avec olympe, CIRAD-CP, programme cacao, Montpellier, 13 p.
- DEHEUVELS, O. & al. (2003), « Production cacaoyère en Côte d'ivoire : état actuel du verger et pratiques paysannes ». In Actes de la 14ème conférence internationale sur la recherche cacaoyère. 18-23 octobre 2003. Accra, (Ghana). pp. 1157-1166
- FAO (2003a). L'étude prospective du secteur forestier en Afrique (FOSA) : Document national de prospective- Côte d'Ivoire. <http://www.fao.org/docrep/003/X6780F/X6780F00.htm>, (consulté le 11 novembre 2010)

- FIRCA (2010), Regards croisés sur 50 ans d'agriculture en Côte d'Ivoire. La filière du progrès, hors série, 94 p.
- FIRCA (2013b), Répertoire des acquis des projets financés 2005-2013. La filière du progrès, hors série, Octobre 2013, 71 p.
- KASSIN K.E. (2009). Études des conditions pédoclimatiques pour la replantation cacaoyère au Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire : cas des départements de Divo et Gagnoa. Thèse de Doctorat unique, UFR STRM, Université de Cocody, Abidjan (Côte d'Ivoire), 112 p.
- KONE, M. & al. (2006), « Étude diachronique par télédétection spatiale, de la couverture ligneuse de la forêt classée de la silué, nord de la Côte d'Ivoire ». Revue Sciences & Nature, vol. 3, n°1, pp 153-164
- KOUADJO, J. M. & al. (2002). Production et offre du cacao et du café en Côte d'Ivoire. Rapport d'enquêtes, ENSEA Abidjan (Côte d'Ivoire), 117 p.
- KOUAKOU K. & al (2011), Impact de la maladie virale du swollen shoot du cacaoyer sur la production de cacao en milieu paysan à Bazré (Côte d'Ivoire), J. Appl. Biosci. Pp 2947-2957
- KOUASSI K. E. (2015), Introduction d'innovations en milieu paysan ivoirien : impact technique et socio-économique des projets de cacaoculture durable financés par Le Conseil du Café-Cacao à travers le FIRCA, Thèse de doctorat unique, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire, 402 p.
- KOUASSI, N. F. (2011b), « Migrations et déforestation en milieu rural: le cas des installations clandestines dans la forêt classée d'Okromodou ». SLC n°5 édition PAARI, ISSN 1996-8310
- LAUGINIE, F. (2007), Conservation de la nature et aires protégées en Côte d'Ivoire, CEDA-NEI, Abidjan, 667 p.
- N'GUESSAN, E. (2004), Gestion des Filières Café et cacao en Côte d'Ivoire : bilan et perspectives, presses de la SNPECI (SII), Abidjan, 198 p.
- RUF, F. & TANO, R. (2008), « Malédiction cacaoyère et une difficile diversification des revenus en Côte d'Ivoire ». Grain de sel n° 45, pp 12-13
- SONII, D. (2005), À la découverte de la production durable du cacao: guide de formation participative des planteurs. 1. La lutte intégrée. Sustainable Tree Crops

Program, International Institute of Tropical Agriculture. Yaoundé, Cameroun. Version Mars 2005. STCP-IITA, Yaoundé (Cameroun), 206 p

- TANO, A. M. (2012), Crise cacaoyère et stratégies des producteurs de la sous-préfecture de Méadji au Sud-Ouest ivoirien, thèse de doctorat, Université de Toulouse 2, 262 p.